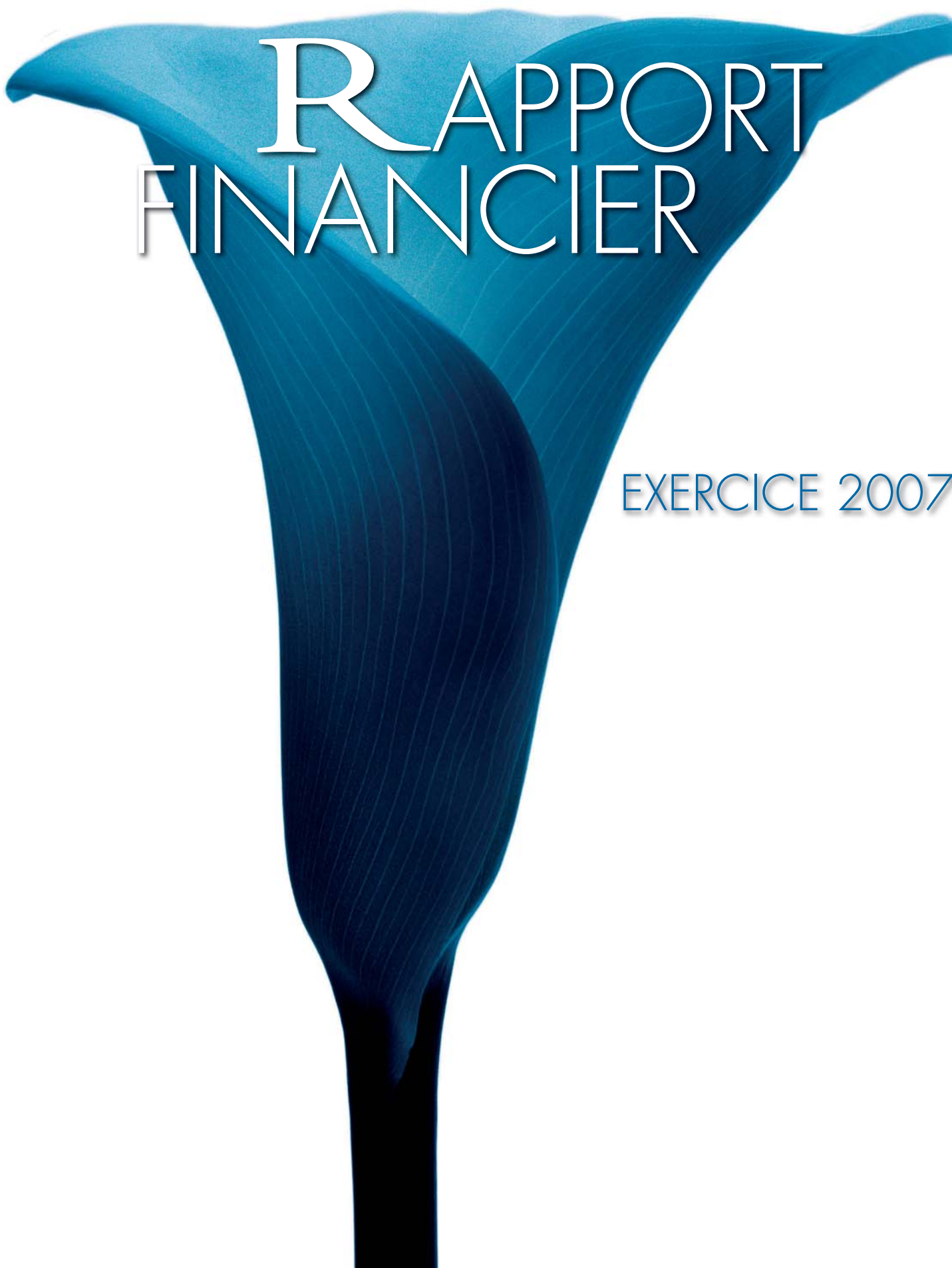




RAPPORT FINANCIER

EXERCICE 2007

ROBERTET



Rapport de Gestion

EXERCICE
2007

L'année 2007 aura été extrêmement riche en éléments porteurs d'avenir pour Robertet.

Nous avons à de multiples reprises exprimé nos intentions de saisir des opportunités d'investissements de croissance en précisant que la société grâce à sa gestion très rigoureuse avait pu en dégager les moyens financiers.

Toutefois, nous avons pour règle stricte que tout investissement devait se faire dans notre core business, présenter de réelles synergies et sur la base de ratios raisonnables.

L'acquisition de Charabot répond à ces critères de même que les autres investissements que nous avons engagés et qui se réaliseront de manière progressive dans une période maximum de cinq ans. Ils contribueront à un changement en profondeur de notre Groupe tout en renforçant sa position d'entreprise indépendante et performante.

Le chiffre d'affaires de 2007, qui intègre l'activité de Charabot à compter du 1^{er} octobre 2007 s'est établi à 241 millions d'euros, en progression de 9 %. Plus significatif à structure et taux de change constants, cette progression ressort à 4,1 %. Cette évolution, globalement en ligne avec celle des principales sociétés du secteur, est conforme aux prévisions initiales.

La diminution du dollar a fortement impacté les ventes, les marges et la conversion des résultats du Groupe.

Les évolutions géographiques sont très contrastées avec de bonnes performances aux États-Unis et des ventes nettement moins dynamiques dans la zone euro.

Le chiffre d'affaires consolidé 2007 se répartit en 39 % des ventes en Europe, 38 % aux États-Unis, 10 % en Amérique Latine et 9 % en Asie.

Naturels

Robertet a une nouvelle fois affirmé son engagement dans les produits aromatiques naturels.

Celui-ci s'est traduit par de la croissance organique, une progression de plus de 8 % de son chiffre d'affaires en euros et de la croissance externe avec l'acquisition de Charabot qui fait du Groupe le leader sur le marché et de manière plus qualitative la prise de participation dans la société des Plantes Aromatiques du Diois.

Ces actions sont cohérentes avec la politique du Groupe qui n'a cessé d'investir dans ces

domaines au travers de ses budgets de Recherche & Développement et surtout de perpétuer cette expertise en entretenant en son sein des hommes et des femmes tout au long de leur carrière consacrée à ces produits. À leur tour, ceux-ci transmettent le témoin à des personnes plus jeunes qui ont ainsi bénéficié d'une formation unique autour du Naturel. Cette stratégie qui est un vrai facteur de différenciation de la société permet à ses autres divisions de développer des arômes et des parfums empreints de cette compétence.

Parfumerie

Réalisant une croissance de plus de 6 % à taux de change et structure constants, cette division a honorablement performé sur son marché.

Elle a obtenu ses principaux succès en Europe notamment dans le domaine de la Fine Fragrance.

Elle a également porté ses efforts sur l'international, ce qui lui permet de figurer dans un certain nombre de core lists de clients mondiaux qui sélectionnent Robertet comme partenaire crédible offrant une prestation différente de celle des grands concurrents. La spécificité Produits Naturels fait partie de leurs critères.

Cette stratégie n'est pas la voie facile mais toute croissance pérenne passe par une amélioration de la part de marché de Robertet auprès de ces grandes sociétés internationales.

Dans ce même esprit d'avoir une présence et un service local sur les grands centres mondiaux, il a été décidé de construire une nouvelle usine en Chine qui travaillera sur la base des exigences de qualité les plus élevées et devrait être opérationnelle à la fin de l'année 2008.

Le projet indien est également sur les rails, son ouverture étant prévue pour 2009.

Pour revenir aux États-Unis, le Centre de Création de New York au cœur de Manhattan est en ordre de marche marquant l'engagement prioritaire de Robertet auprès des grands noms de la parfumerie aux États-Unis.

Arômes alimentaires

L'activité de la Division Arômes a été inégale en fonction des zones géographiques.

En Europe, les performances ont été moyennes sur un marché peu dynamique.

Un programme a été mis en place pour reprendre la voie de la croissance. L'effort portera prioritairement sur un ajustement de notre offre dans le domaine des arômes pour boissons et pour produits laitiers en intensifiant également notre présence commerciale. De même, nos développements dans le domaine des arômes salés seront soutenus par de nouveaux recrutements de personnels techniques et commerciaux étoffant notre équipe de spécialistes reconnus dans un secteur spécifique et exigeant. Cette business unit bénéficiera également à plein de l'ouverture récente d'un atelier moderne de mélanges de poudres sur notre site d'Anvers.

Aux États-Unis, Robertet poursuit sa progression obtenant des gains de parts de marché réguliers auprès des principales sociétés alimentaires

globales implantées aux États-Unis. La politique d'innovation de notre filiale Robertet Flavors, de valorisation des produits naturels et son souci d'amélioration permanente du service aux clients génèrent des résultats qui tirent le Groupe vers le haut. Ainsi, les États-Unis représentent maintenant près de 55 % du chiffre d'affaires mondial de la Division.

Cette stratégie d'expansion va se poursuivre et pour mieux l'accompagner des investissements importants sont engagés pour la construction d'une usine de mélanges de poudres dotée d'automatismes et de méthodes ultramodernes et par le doublement de la surface de son unité de production des arômes liquides.

Les Sociétés du Groupe ont obtenu des résultats contrastés. Si on pouvait les résumer : brillants pour Robertet USA qui représente plus de 50 % du bénéfice opérationnel du Groupe, plus modeste dans la zone euro et marquant un redressement au Brésil.

Robertet Grasse

La société mère détient toutes les participations du Groupe et représente encore 50 % de l'activité industrielle du Groupe.

Son chiffre d'affaires s'est établi à 99,8 millions d'euros en augmentation de 1,4 %. Il s'est réparti en 27,8 millions d'euros pour les matières premières (+9,3 %), 37,5 millions pour les compositions de parfumerie (+3,9 %) et 33 millions pour les arômes (-7,6 %).

Les indicateurs de gestion de la société, bien qu'en retrait, demeurent très sains avec un EBITDA de 12,4 % du chiffre d'affaires et un résultat courant avant impôt de 9 % de ce même chiffre.

La société a financé les investissements de croissance externe du Groupe qui s'est opérée intégralement par recours aux emprunts.

Les Filiales Européennes

Robertet UK présente un chiffre d'affaires en augmentation de 3 %. La forte tendance à la délocalisation des centres de production bride son potentiel sur son marché domestique et ses meilleures perspectives se retrouvent sur des marchés export anglophones. Ses résultats financiers sont en amélioration malgré la pression sur les marges à l'international.

Robertet Espagne a souffert de la perte d'un client important qui n'a pu être compensée totalement en 2007. Toutefois, son exploitation demeure très positive et l'équilibre de son bilan excellent.

Robertet Suisse réalise des ventes assez stables et bénéficie d'une gestion rigoureuse.

Robertet Italie continue à effectuer un excellent travail sur un marché très concurrentiel notamment dans le domaine de la parfumerie.

Robertet Allemagne a redynamisé son réseau commercial avec une équipe jeune et compétente sur un marché de la parfumerie difficile et exigeant.

Robertet Savoury, société belge centre d'expertise arômes salés du Groupe, a réalisé un chiffre d'affaires de 9,7 millions d'euros stable par rapport à 2006. La politique d'investissement du Groupe devrait avoir des retombées positives sur ce marché.

États-Unis

La croissance de l'activité de Robertet aux États-Unis a été supérieure à celle du Groupe dans ses trois divisions même si elle s'exprime dans une monnaie très dépréciée.

Robertet Inc qui assure la promotion des matières premières fabriquées à Grasse a obtenu d'excellents résultats dans un contexte fortement concurrentiel avec un chiffre d'affaires en croissance de 21 %.

Robertet Flavors a réalisé un remarquable exercice. Son chiffre d'affaires est en croissance de 7,5 % grâce à de nombreux succès auprès

des sociétés alimentaires américaines les plus prestigieuses. La société dégage un cash flow qui lui permettra de financer ses ambitieux projets industriels.

Robertet Fragrances, grâce à la présence du Groupe sur de grandes core lists dans le domaine de la parfumerie, renoue avec la croissance et contribue fortement aux performances de la division parfumerie internationale de Robertet. Son chiffre d'affaires est en augmentation de 6 % mais son exploitation demeure négative assumant les frais relatifs à son centre de développement de New York.

Amérique du Sud et Amérique Latine

Robertet réalise 10 % de son activité dans cette zone au travers de ses trois filiales et par exportation directe du site de Grasse.

La présence de Robertet dans cette zone est essentielle dans le cadre d'une stratégie globale de service aux groupes internationaux.

Robertet Mexique, malgré son chiffre d'affaires en léger retrait avec une monnaie liée au dollar, s'affirme de plus en plus comme une filiale de premier plan enregistrant des performances de qualité sur la base d'une organisation efficace. Ses résultats sont significatifs et sa structure financière est devenue très solide.

Robertet Argentine présente des résultats très positifs sur un marché en redressement, justifiant le maintien de sa structure industrielle.

Robertet Brésil : si la filiale demeure dans une situation précaire, de sensibles progrès ont été enregistrés en 2007. Son équipe a été modifiée, rajeunie et elle semble mieux que jamais en mesure de réussir sur ce marché dynamique aussi bien en parfumerie qu'en arômes. La perte de la filiale a été nettement diminuée mais l'appréciation du Real, dans une économie où très souvent les prix aux clients sont libellés en dollar, est fortement préjudiciable aux sociétés qui fabriquent dans ce pays.

Asie

Robertet considère que sa position sur le continent doit absolument progresser pour bénéficier de sa croissance forte, d'opportunités nouvelles et pour apporter un service global à ses clients.

En Chine, la société contrôlée par Robertet offre un service complet en parfumerie et en arômes, incluant des équipes de créateurs français et chinois. Il a été décidé de passer à la vitesse supérieure en 2007 avec l'ouverture pour la fin de l'année 2008 d'une usine moderne près de Pékin.

En Inde, la société Robertet India opère dans le domaine de la parfumerie. En arômes, un projet d'envergure avec un partenaire indien est en cours avec une ouverture probable début 2009.

Au Japon, Robertet est présent depuis longtemps dans le cadre de ses trois divisions et obtient de bons résultats principalement dans les arômes.

Au Vietnam, Robertet a un bureau de représentation très performant qui lui permet d'occuper une part de marché très significative en parfumerie et en arômes.

Singapour, un bureau de représentation doté d'une unité de développement d'arômes sert le sud-est asiatique permettant une progression régulière dans la zone malgré le réel handicap de la faiblesse du dollar.

Un programme d'investissements d'envergure a été engagé en 2007 qui devrait être réalisé complètement d'ici 2012 et qui se résume en cinq grandes rubriques :

Investissement industriel aux États-Unis :

Pour faire face à la croissance de l'activité de sa filiale Robertet Flavors, il a été entrepris des travaux d'aménagement d'une nouvelle usine de mélanges de poudres bénéficiant d'une automatisation innovante et permettant de conquérir de nouveaux marchés. Cette unité est opérationnelle depuis le mois de mai 2008.

De même, sur son site original, la filiale a démarré l'agrandissement de son usine actuelle de mélanges liquides qui va lui permettre de doubler sa surface industrielle. L'objectif de démarrage est prévu en fin d'année 2008.

Ces investissements d'un total supérieur à 25 millions de dollars sont entièrement financés par la trésorerie de la filiale.

Investissements dans la société Charabot :

En plein accord avec les actionnaires majoritaires de Charabot, Robertet a pris une participation de contrôle de cette société. Il s'agit d'un vrai projet industriel qui affirme encore plus son positionnement en leader mondial des produits aromatiques naturels et qui recèle de nombreuses synergies du fait de la complémentarité des deux sociétés dans un grand nombre de domaines.

La société Charabot a réalisé un chiffre d'affaires de 81 millions d'euros en 2007 dégageant un résultat courant positif de 2 millions et couvre principalement les matières premières et les compositions de parfumerie.

Il a été décidé de conserver l'identité commerciale et du développement des deux sociétés tout en mettant en œuvre des synergies en amont et un investissement sur une unité de production de compositions commune qui devrait ouvrir ses portes au début de l'année 2011. Elle regroupera une grande partie de l'implantation grasse du Groupe. Un budget global de 25 millions d'euros est prévu pour cette opération.

Au niveau capitalistique, Robertet contrôle 50 % du capital de Charabot plus 38,5 % de la holding familiale de tête (soit 19,2 % de la valeur de Charabot), ceci directement et indirectement

au travers du rachat de la société Manuta qui appartenait à une autre branche familiale.

À plus long terme, Robertet est engagé à se porter acquéreur à l'initiative des vendeurs des titres résiduels de la holding familiale Charabot Participations.

Investissements dans le domaine de produits biologiques :

À la fin de l'année 2007, Robertet a pris une participation de 35 % dans la société Plantes Aromatiques du Diois, puis l'a portée à 49,2 % au terme d'une augmentation de capital début 2008.

Cette société implantée dans la Drôme, détenue et dirigée par Monsieur Michel Meneuvrier, est reconnue comme une spécialiste des produits organiques de sources française et étrangère.

Son potentiel de développement est important compte tenu de l'intérêt des grandes sociétés alimentaires ou cosmétiques pour développer des lignes de produits répondant à ces labels. Elle vient en parfaite complémentarité avec la stratégie du Groupe sur les produits naturels authentiques dont l'utilisation peut être revendiquée au niveau du consommateur.

Nouvelles unités industrielles en Chine et en Inde :

Ces deux pays réalisent des croissances économiques fortes, dynamisant leurs exportations mais créant dans le même temps une demande intérieure significative. Ils ont de ce fait un grand pouvoir d'attraction pour les grandes sociétés internationales tout en préservant un tissu industriel local en développement.

Robertet a décidé d'accélérer ses investissements dans ces pays en expansion pour accroître ses parts de marché en prenant en compte le niveau élevé de leurs exigences pour des produits et services de haute qualité.

En Chine, la première pierre d'une nouvelle usine de production d'arômes et de parfums a été posée. Elle se situe dans une nouvelle zone industrielle de haute technologie près de Pékin et devrait être opérationnelle au cours du dernier trimestre 2008. Cet investissement de plus de 4 millions d'euros positionnera notre Groupe comme un acteur délivrant un service dans les standards internationaux les plus avancés.

En Inde, dans le cadre d'une joint-venture avec une des sociétés indiennes les plus prestigieuses et offrant beaucoup de complémentarité, une unité industrielle de forte capacité est à l'étude dans la région de Bangalore. Elle opérera dans un premier temps dans le domaine des arômes et pourra dans l'avenir étendre ses activités. Elle devrait être inaugurée en 2009 et représentera

un investissement pour la part de Robertet de près de 3 millions d'euros.

Cette liste n'est pas limitative, d'autres projets pourront voir le jour dans cette période.

Résultats consolidés

Les comptes du Groupe intègrent pour la première fois le groupe Charabot dont le dernier trimestre a été consolidé.

Outre l'impact sur le chiffre d'affaires de 21 631 K€ cette intégration a également généré un écart d'acquisition négatif de 3 870 K€.

Le chiffre d'affaires de 2007, est en progression de 9 % pour le nouveau périmètre.

Sur cette base, l'Ebitda progresse de près de 7 % et le résultat net de 5 %, avant écart d'acquisition négatif.

À structure identique, la progression du résultat net, part du groupe, aurait été de 9,33 %.

Cette progression est essentiellement due à la progression encore une fois sensible des résultats de Robertet Flavors à + 28.4 %, ainsi qu'à la nette amélioration des résultats de Robertet Fragrances et Robertet Brésil.

L'important programme d'investissement annoncé ci-dessus ayant pour une bonne part commencé dès 2007, la trésorerie nette positive de 32 millions en 2006 devient négative de 47 millions en 2007.

Sur la base de ces résultats, le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire la distribution d'un dividende de 2,00 euros contre 1,90 l'année précédente.

PRINCIPAUX INDICATEURS (en milliers d'euros)

	2007	2006	Variation
Chiffre d'affaires	241 140	221 127	+ 9.00 %
Valeur ajoutée	97 515	91 619	+6.44 %
Excédent brut d'exploitation (Ebitda)	30 569	28 613	+ 6.80 %
Résultat courant	24 606	24 397	+ 0.86 %
Résultat net (part du Groupe) avant Badwill	14 905	14 187	+ 5.06 %
Capitaux propres part du groupe	136 171	127 916	
Trésorerie nette (*)	- 46 941	31 860	
Actifs courants – passifs courants	99 928	81 184	

(*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants - dettes financières.

Perspectives 2007

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'est établi à 76,8 millions d'euros en augmentation de 34,3 % avec la pleine intégration de Charabot.

À taux de change et structure constants (hors Charabot), il ressort en progression de 4,4 % relativement homogène pour les trois divisions du Groupe.

Les actions engagées devront produire en 2008 de premiers effets positifs mais le contexte général

de chute incontrôlée du dollar, de hausse souvent substantielle du coût des matières premières et le ralentissement de l'économie mondiale obligent à faire preuve de la plus grande prudence dans l'estimation du chiffre d'affaires et des résultats du Groupe pour 2008.

Nous espérons toutefois assurer une augmentation de nos ventes à taux de change et structure constants.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

À notre connaissance, il n'est survenu aucun événement depuis le 31 décembre 2007 susceptible d'avoir une influence significative

sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

Informations sociales

Toutes les informations ci-après sont extraites du bilan social de la maison mère.

Effectifs au 31 décembre :	Total	493
Contrats à durée déterminée		10
Contrats à durée indéterminée		483
Hommes		259
Femmes		234
Cadres		122
Agents de maîtrise		110
Employés		132
Ouvriers		129
Age moyen : 43 ans		
Ancienneté :		
Plus de 5 ans	381	77 %
Plus de 10 ans	277	56 %
Plus de 20 ans	159	32 %
Plus de 30 ans	59	12 %
Mouvements :		
Embauches		73
Fins de contrat		61
Démissions		8
Licenciements		5
Retraites		16

Handicapés : La société emploie 24 handicapés satisfaisant ainsi aux quotas imposés par la Cotorep.

Formation : Les sommes consacrées à la formation se sont élevées à 243 000 euros et ont bénéficié à 122 personnes, 39 hommes et 83 femmes.

Hygiène et sécurité : Nous avons déploré 20 accidents du travail heureusement sans gravité n'ayant pas entraîné de handicap permanent pour les victimes.

Intérim : Le nombre moyen des intérimaires a été de 35 personnes avec une durée moyenne de 11,5 jours, soit un coût de 1 913 000 euros.

Temps de travail : Le temps de travail annuel moyen est compris dans la limite de 1 600 heures.

Le nombre d'heures non travaillées pour maladie est de 40 640 heures, y compris les congés maternité et paternité pour 15 %. Le rapport entre les heures travaillées et les heures rémunérées, incluant l'impact des congés payés est de 81,50 %.

Informations environnementales (Robertet Grasse)

L'utilisation de solvants organiques dans nos activités nous amène à émettre dans l'atmosphère des composés organiques volatils (COV). Le pourcentage de perte par rapport aux solvants mis en œuvre est inférieur à celui préconisé pour les sites nouveaux dans le schéma de maîtrise des émissions dans le secteur de l'industrie aromatique.

Nous disposons à Grasse d'une station de traitement des effluents qui a traité en 2007 52 360 m³ de rejets, évacués pour retraitement. De ce fait nous n'émettons aucun élément polluant, ni dans le sol ni dans l'eau.

Nos autres déchets sont évacués soit pour être recyclés ou revalorisés soit utilisés comme combustibles via une filière de valorisation énergétique.

Les quantités ainsi évacuées en 2007 sont les suivantes, en tonnes :

Résidus végétaux	1 228
Déchets solides (emballages plastiques, fûts, cartons...)	441
Déchets liquides (Huiles, eaux de chimie, boues de station...)	1 291

Par ailleurs, à titre indicatif, les consommations d'énergie ont été les suivantes :

Eau	101 645 m ³
Gaz	2,01 millions de m ³
Électricité	7,06 millions de KWh

Recherche et développement

La société consacre de façon permanente environ 8 % de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

Risque de change, de taux, et sur actions. Risque pays.

Risque de change

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits

de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

Risque de taux

Sur les presque 39,5 millions d'euros d'endettement du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 7,2 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes.

Une amplitude de 1 % sur les taux aurait un impact de 715 K €.

Risque sur actions

Au 31 décembre 2007 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 23,9 millions d'euros (42,4 millions d'euros au 31 décembre 2006).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres

de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital. Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur de marché, très proche de leur valeur comptable.

Le détail de ces actifs est donné à la note 4 de l'annexe aux comptes.

Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle

Maubert SA détient 50 % du capital et 61 % des droits de vote de Robertet SA.

La société Arnhold and S.Bleichroeder Advisers agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède désormais un peu plus de 31 % du capital dont une partie en certificats d'investissement, ramenant les droits de vote à environ 19 %.

Dans le cadre du plan d'achat d'options, la société détient 700 actions soit 0,02 % des droits de vote.

Dans le cadre du programme de rachat de titres autorisé par l'Assemblée Générale, il a été procédé à l'annulation de 18 607 titres acquis au cours de l'exercice précédent.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 5 726 533,79 euros :

Dividendes : 4 444 490,00 €

Et le solde 1 282 043,79 €

sera viré au poste « AUTRES RÉSERVES ».

Le total de la distribution proposée sera donc de 4 444 490 euros s'appliquant aux actions de chacune 2,50 euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement :

Dividendes, 2,00 euros

Il est précisé que sur cette somme de 4 444 490 euros, et conformément aux nouvelles dispositions fiscales, la somme de 488 893,90 euros sera réglée directement au Trésor public au titre des prélèvements sociaux par virement bancaire dans les quinze premiers jours du mois qui suivra celle du paiement des dividendes.

La totalité de la distribution est éligible à la réfaction de 40 % prévue pour les personnes physiques par l'article 243 bis du CGI modifié (Loi 2005-1719 du 30-12-2005 Art 76, I-1°) ou sur option, au prélèvement libératoire de 18 %.

Le paiement du dividende de l'exercice 2007 sera assuré à compter du 1^{er} juillet 2008 par NATIXIS, 10-12 avenue Winston Churchill, 94220 Charenton le Pont.

Conformément à la loi, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	DISTRIBUTION GLOBALE	ABATTEMENT 50 %	SANS ABATTEMENT
2004	3 775 460 €	Sur la totalité du montant distribué	-

EXERCICE	DISTRIBUTION GLOBALE	ABATTEMENT 40 %	SANS ABATTEMENT
2005	3 999 922 €	Sur la totalité du montant distribué	-

EXERCICE	DISTRIBUTION GLOBALE	ABATTEMENT 40 % ou prélèvement libératoire	SANS ABATTEMENT
2006	4 197 940 €	Sur la totalité du montant distribué	-

Dépenses non déductibles par application de l'article 39-4 du CGI

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements des véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 106 890 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 36 802 euros.

Jetons de présence

Le conseil de surveillance, propose que soit mise à sa disposition au titre des jetons de présence la somme de 100 000 euros pour l'exercice en cours.

Participations des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise il est détenu par les salariés, au 31 décembre 2007 5 200 actions soit 0,23 % du capital et 0,16 % des droits de vote.

Rémunération des membres du Directoire

(chiffres en euros)	Salaires de base bruts	Avantages en nature	Bonus	Attribution d'actions gratuites (nombre d'actions)
Philippe MAUBERT	259 450	11 924	195 000	1 000
Christophe MAUBERT	173 404	23 697	45 000	800
Lionel PICOLET	173 777	5 561	120 000	800
Olivier MAUBERT	124 676	6 032	45 000	800

Ces rémunérations sont fixées par le comité de rémunération du Conseil de Surveillance.

Fonctions exercées par les membres du Directoire

Les membres du Directoire exercent tous des fonctions d'administrateurs ou assimilés dans toutes les sociétés du Groupe.

Jean MAUBERT est également Président du conseil d'administration de MAUBERT SA, société holding contrôlant Robertet SA.

Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Chaque membre du conseil de surveillance, à savoir

M. Jean Maubert,	M. Xavier Givaudan,	M. Peter Lombardo
Mme Gilberte Lombard	M. Dlawar Barakat	M. Alain Moynot
Mme Catherine Canovas	M. Robert Nicol	Mme Isabelle Maubert

a reçu, au titre des jetons de présence 7 000 euros.

M. Peter Lombardo a reçu, à titre de rémunération pour les fonctions qu'il exerce aux États-Unis, la somme de 742 000 USD.

Jean MAUBERT perçoit en outre, au titre de Président du Conseil de Surveillance, la somme de 128 750 euros.

Conventions visées aux articles L 225-86 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons enfin de bien vouloir approuver les termes du rapport spécial des commissaires aux comptes établi en conformité des articles L 225-86 et suivants du code de commerce.

Nous proposons également à l'assemblée générale extraordinaire la résolution suivante :

Rachat des titres de la société

L'assemblée générale, sur le rapport du Directoire, faisant usage de la faculté prévue par l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise la société, pour une période de dix-huit mois, à racheter ses propres titres, actions et certificats d'investissements dans le cadre de plans pour les salariés en vue de leur annulation.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder :

- 120 € par action ;
- 100 € par certificat d'investissement.

L'autorisation de rachat est plafonnée à 10 % du capital social de la société arrêté à ce jour et pourra, dans cette limite, soit pour l'intégralité du programme, être réalisée par voie d'acquisition de blocs de titres.

Le financement du programme de rachat pourra être opéré par utilisation de la trésorerie disponible, par émission de papier commercial et/ou par tirage sur des crédits bancaires à court ou moyen terme.

Cette autorisation met fin à celle accordée par la précédente assemblée en date du 14 juin 2007.

Rapport spécial sur les plans d'options de souscription, d'achat d'actions et d'attributions d'actions gratuites

Attributions de l'exercice

Il a été attribué 3 500 actions gratuites réparties comme suit :

Philippe MAUBERT	1 100	Olivier MAUBERT	800
Lionel PICOLET	800	Christophe MAUBERT	800

Levées de l'exercice

Options de souscription

Philippe MAUBERT a procédé à la levée de 2 500 actions sur le plan de souscription de 2 000 au cours d'exercice de 60 euros.

Christophe MAUBERT a procédé à la levée de 1 000 actions sur le plan de souscription de 2 000 au cours d'exercice de 60 euros.

Lionel PICOLET a procédé à la levée de 2 500 actions sur le plan de souscription de 2003 au cours d'exercice de 87,50 euros.

Options d'achat

303 options ont été exercées par d'autres salariés sur les plans d'achat de 1999 et 2002.

Au 31 décembre 2007, les options d'achat, de souscription et les attributions d'actions gratuites se répartissent comme suit :

Nature	Date d'octroi	Date limite d'exercice	Nombre d'actions	Cours d'exercice
Options de souscription	08/10/2000	08/10/2010	11 500	60,00
	11/09/2001	11/09/2011	16 500	66,00
	11/09/2002	11/09/2012	9 300	82,00
	11/09/2003	11/09/2013	9 500	87,50
	09/09/2004	09/09/2014	9 000	101,19
Options d'achat	31/10/2002	31/10/2010	700	78,10
Attributions gratuites	08/09/2005		3 250	
	20/04/2006		3 250	
	19/04/2007		3 500	



Comptes Consolidés

EXERCICE clos le
31 décembre 2007

Compte de Résultat consolidé

En milliers d'euros	NOTE	31 déc. 07	31 déc. 06
Vente de produits	12	241 140	221 127
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		241 140	221 127
Autres produits opérationnels		(32)	(790)
Achats consommés		(101 151)	(90 248)
Charges externes		(43 621)	(38 469)
Charges de personnel		(61 179)	(57 803)
Impôts et taxes		(5 767)	(5 204)
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	13	(5 678)	(4 035)
Autres charges opérationnelles		(124)	(3)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		23 589	24 575
Produit sur opération/capital	1	3 870	
Cessions d'actifs		47	(842)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		27 506	23 733
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie		1 716	1 284
Coût de l'endettement financier brut		(2 027)	(1 876)
Coût financier net	14	(311)	(592)
Autres produits et charges financiers	14	(42)	412
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		27 152	23 552
Impôts courants et différés	15	(8 323)	(9 317)
RÉSULTAT NET	12	18 829	14 235
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires	12	54	48
RÉSULTAT NET (part du Groupe)	12	18 775	14 187
RÉSULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)		8,47	6,36
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)		8,41	6,40
RÉSULTAT NET DILUE (en euros)		8,33	6,33

Compte de résultat consolidé - agrégats

En millions d'euros	2007	2006	% d'évolution
Chiffre d'affaires	241 140	221 127	9,00 %
Ebitda	30 569	28 613	6,80 %
Résultat courant	24 606	24 397	0,86 %
Bénéfice net	14 959	14 235	5,10 %
Bénéfice net après écart d'acquisition (Badwill)	18 829	14 235	32 %

Bilan consolidé

En milliers d'euros	NOTE	31 déc. 07	31 déc. 06
Actifs non courants		108 469	57 627
Écarts d'acquisition		15 719	15 701
Immobilisations incorporelles	2	464	574
Immobilisations corporelles	3	85 068	36 913
Actifs financiers	4	5 291	2 745
Actifs d'impôts différés	16	1 927	1 693
Actifs courants		169 072	124 222
Stocks et encours	5	61 935	34 306
Créances clients et comptes rattachés	6	65 165	37 093
Autres créances et comptes de régularisations	7	8 136	5 008
Actifs d'impôts exigibles	7	2 969	492
Autres actifs financiers courants	4	6 979	4 915
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	23 888	42 408
TOTAL ACTIF		277 541	181 848

En milliers d'euros	NOTE	31 déc. 07	31 déc. 06
Capitaux propres		137 353	128 000
Capital		5 541	5 573
Primes d'émission		8 288	10 015
Réserves consolidées		122 343	112 329
Capitaux propres (part du groupe)		136 171	127 916
Intérêts minoritaires		1 181	84
Passifs non courants		70 944	10 810
Provisions - part à long terme	8	10 926	2 425
Dettes financières - part à long terme	9	57 220	6 473
Impôts différés	15	2 798	1 912
Passifs courants		69 244	43 038
Provisions - part à court terme	8	1 434	1 424
Dettes financières - part à court terme	9	20 588	8 990
Passifs d'impôts exigibles		553	1 735
Fournisseurs		26 270	14 605
Autres passifs courants	10	20 400	16 285
TOTAL PASSIF		277 541	181 848

État des produits et des charges comptabilisés sur la période

En milliers d'euros	31 déc. 07	31 déc. 06
Résultat net	18 829	14 236
Variation des écarts de conversion	(6 751)	(6 037)
Total des produits et charges comptabilisés au bilan	12 078	8 199
Part revenant aux actionnaires de Robertet SA	11 999	8 150
Part revenant aux intérêts minoritaires	79	49

Variation des capitaux propres consolidés

En K	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total capitaux propres au 1^{er} janvier 2006	5 558	9 628	106 533	3 496	125 215	35	125 250
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan			14 187	(6 037)	8 150	49	8 199
Dividendes versés			(3 999)		(3 999)		(3 999)
Exercice de stock-options			402		402		402
Attribution d'actions gratuites			317		317		317
Variation des actions propres			(2 170)		(2 170)		-2 170
Total des autres variations des capitaux propres	0	0	(5 450)	0	(5 450)	0	-5 450
Total capitaux propres au 31 décembre 2006	5 573	10 015	114 868	(2 541)	127 916	84	128 000
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan			18 775	(6 751)	12 024	79	12 103
Dividendes versés			(4 198)		(4 198)		(4 198)
Attribution d'actions gratuites			506		506		506
Variation des actions propres	(47)	(2 141)	2 203		15		15
Exercice de stock-options	15	414			429		429
Variation de périmètre			(587)		(587)	1 018	431
Autres variations			67		67		67
Total des autres variations des capitaux propres	(32)	(1 727)	(2 009)		(3 768)	1 018	(2 750)
Total capitaux propres au 31 décembre 2007	5 541	8 288	131 633	(9 292)	136 171	1 181	137 353

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	31 déc. 07	31 déc. 06
Variation de la trésorerie d'exploitation		
Résultat net	18 775	14 187
Intérêts minoritaires	54	48
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6 267	6 156
Dotations nettes aux provisions	(769)	(3 229)
Produit exceptionnel sur opération en capital	(3 870)	-
(Plus) / Moins-value sur cessions actifs	(47)	842
Charges d'impôt (exigible et différé)	8 323	9 317
Coût de l'endettement financier net	311	592
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	29 044	27 914
Intérêts versés et reçus	(157)	166
Impôts versés	(11 032)	(8 308)
Variation des stocks	(2 463)	22
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	(9 876)	(262)
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	(806)	3 126
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(24 334)	(5 256)
Trésorerie provenant de l'exploitation	4 711	22 658
Variation de la trésorerie d'investissement		
Investissements industriels et locations-financement	(13 125)	(8 114)
Investissements financiers nets des désinvestissements	(55 210)	(2 809)
Cessions d'actifs	706	1 117
Incidence des variations de périmètre	(3 870)	-
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	(71 500)	(9 805)
Exercice de stock-options (options de souscription)	429	402
Dividendes	(4 198)	(3 999)
Souscription d'emprunts	31 617	165
Remboursements d'emprunts	(6 713)	(3 299)
Variation nette des autres dettes financières	22 588	518
Trésorerie provenant des opérations de financement	43 723	(6 213)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(1 556)	(1 531)
Variation globale de la trésorerie	(24 621)	5 109
Trésorerie nette à l'ouverture	38 849	33 741
Trésorerie nette à la clôture	14 229	38 849

Trésorerie nette :	31 déc. 07	31 déc. 06
Disponibilités	17 995	22 725
Valeurs mobilières de placement	5 893	19 683
Découverts bancaires	(9 659)	(3 559)
TOTAL	14 229	38 849

NOTE 1 - Principes comptables et règles de consolidation

1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le directoire le 29 avril 2008.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2006 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Les nouvelles normes et interprétation d'application obligatoire à partir de l'exercice 2007 et susceptibles d'avoir un impact sur les comptes du Groupe Robertet sont les suivantes :

- Norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers applicable à compter du 1^{er} janvier 2007 :
- L'amendement de la norme IAS 1 relatif aux informations à fournir sur le capital et permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédés mis en œuvre par la société dans la gestion du capital
- L'interprétation IFRIC 7 « Modalités de retraitement de l'hyperinflation des états financiers selon IAS 29 » pour laquelle le Groupe n'est pas concerné aujourd'hui :
- L'interprétation IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et pertes de valeur » qui précise que les pertes de valeur comptabilisées lors des arrêts intermédiaires ne doivent pas être reprises lors d'arrêts ultérieurs

L'information complémentaire requise par l'IFRS 7 a été incluse dans le rapport de gestion.

Toutes les autres nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire dès le 1^{er} janvier 2007 ont été le cas échéant appliquées. Leurs effets n'étaient toutefois pas significatifs et elles n'ont pas donné lieu à un retraitement des exercices comparatifs.

Le Groupe Robertet n'a pas opté pour l'application de l'amendement de l'IAS 19 permettant d'inscrire directement les écarts actuariels sur engagements de retraite en capitaux propres.

Les nouvelles normes non entrées en vigueur et susceptibles d'avoir un impact sur les comptes du Groupe Robertet sont les suivantes :

- Norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle qui sera d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009.

Les impacts potentiels de cette norme sur les comptes du Groupe sont actuellement en cours d'analyse.

1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale.

Sont consolidées les sociétés qui dépassent l'un des seuils suivants :

- total du bilan supérieur à 0,5 % de celui du Groupe
- chiffre d'affaires supérieur à 1 % du chiffre d'affaires consolidé.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les engagements de retraite, les écarts d'acquisition et les stocks.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date

d'arrêt des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.8 Immobilisations corporelles

Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement :

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions : 20 ans à 40 ans
- Installations techniques : 5 ans
- Autres immobilisations : 4 à 8 ans

1.9 Perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat entre l'agrégat « résultat opérationnel courant » et l'agrégat « résultat opérationnel ». La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés en juste valeur ou à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter à leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en « produits de trésorerie et équivalents de trésorerie ».

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

1.12 Créances et dettes commerciales.

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée. Ces engagements sont évalués selon la méthode des unités de crédits projetées.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés. Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont inscrits en compte de résultat dans la rubrique « impôts courants et différés »

1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

1.20 Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est différent selon que l'on applique ou non la comptabilité de couverture. Néanmoins, généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe ne sont pas qualifiés comptablement d'instruments de couverture ; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans la rubrique « autres produits et charges financiers ».

1.21 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock-options et les actions gratuites émis par le Groupe.

1.22 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

1.23 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel

en matière de capital social. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

1.24 Gestion des risques

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Le Groupe réalise ses opérations de couverture sur les marchés financiers avec un nombre limité de partenaires de premier rang afin d'éviter tout risque de contrepartie.

Risques de change

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais.

Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- les Directions de Divisions ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...);
- les Directions Générales Continentales qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. En 2007, le Groupe comptait sur trois Directions : Europe, Amérique et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux.

Au vu de l'analyse effectuée par le Groupe, les facteurs de risque et de rentabilité dépendent essentiellement des pays où le Groupe exerce son activité et commercialise ses produits et sont communs à l'ensemble des familles de produits du Groupe (processus de fabrication, stratégie marketing, mode de distribution).

En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information de niveau primaire par zone géographique d'implantation des actifs puis distingue plusieurs secteurs d'activité au sens

de la norme IAS 14, le Groupe Robertet opérant sur trois secteurs d'activité : Matières premières, Parfumerie et Arômes.

Événement marquant de l'exercice

Robertet a pris une participation de contrôle de la société Charabot, en accord avec les actionnaires de cette dernière.

À ce jour, le groupe contrôle 69,08 % de Charabot (49.88 % de Charabot en direct + 38.50 % de Charabot Participations).

À plus long terme, Robertet s'est engagé à se porter acquéreur à l'initiative des vendeurs des titres résiduels de la holding familiale Charabot Participations. Cet engagement est comptabilisé en dettes financières pour sa valeur actualisée.

Charabot est donc consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} octobre 2007.

À la date d'entrée dans le périmètre de consolidation il a été procédé à l'évaluation à leur juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés qui a donné lieu à une réévaluation de la situation nette d'ouverture de Charabot dégagant après rapprochement avec la valeur d'acquisition des titres un écart d'acquisition négatif de 3 870 K€.

Cet écart d'acquisition négatif se décompose comme suit, en K€

Actif immobilisé	16 200
Stocks	1 500
Engagement retraites	(2 100)
Impôts différés sur éléments ci-dessus	(5 200)
Situation nette Charabot au 1 ^{er} octobre 2007	47 538
Situation nette Charabot réévaluée au 1 ^{er} octobre 2007	57 938
Dont part hors Groupe	-138
Valeur d'acquisition des titres	53 930
Écart d'acquisition négatif	3 870

Cet écart d'acquisition négatif a été comptabilisé en « Produit sur opération en capital » dans le compte de résultat de la période.

La contribution de Charabot dans le chiffre d'affaires du Groupe pour le dernier trimestre s'est élevée à 21 631 K€. Ce qu'aurait été la contribution globale de Charabot aux comptes consolidés 2007 avec une intégration au 1^{er} janvier est donnée dans le compte pro-forma en fin d'annexe aux comptes consolidés.

Note 2 - Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition à l'actif se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31 déc. 07	31 déc. 06
Robertet Flavors	7 879	7 879
Robertet Fraganus	7 822	7 822
Autres	18	
Perte de valeur	0	0
Total	15 719	15 701

En milliers d'euros	31 déc. 07	31 déc. 06
VN à l'ouverture	15 701	15 701
Acquisition	18	0
Sortie de périmètre	0	0
Autres mouvements	0	0
Total	15 719	15 701

Au cours de l'exercice 2007, la Direction du groupe a pris la décision de redéfinir ses unités génératrices de trésorerie (UGT) afin de tenir compte de l'évolution de son activité, des opérations de regroupement opérées et du développement du bureau de création de New York. Les UGT nouvellement définies correspondent aux divisions du groupe : Arômes, Parfumerie et Matières premières.

Les écarts d'acquisition existants antérieurement ont été affectés aux UGT Arômes, pour l'écart d'acquisition de Robertet Flavors, et Parfumerie pour l'écart d'acquisition de Robertet Fragrances.

Il n'y a, pour aucune de ces UGT, de signes de perte de valeur

NOTE 3 - Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31 déc. 05	Différence de taux sur ouverture	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements		Valeur au 31 déc. 06
Terrains	5 867	- 403	16				5 480
Constructions	37 050	-1 501	715		44		36 308
Installations techniques	61 878	-2 331	4 019	335	188		63 415
Autres immobilisations	8 753	- 138	1 212	1 930	187		8 089
Immobilisations en cours	727	- 51	1 599		- 419		1 844
Total	114 275	-4 424	7 561	2 265	0		115 136

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31 déc. 06	Différence de taux sur ouverture	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Variation de périmètre	Valeur au 31 déc. 07
Terrains	5 480	- 324	10	9		22 897	28 053
Constructions	36 308	-1 488	1 706	244	428	21 947	58 657
Installations techniques	63 415	-2 142	3 698	760	366	25 301	89 879
Autres immobilisations	8 089	2	2 052	585	- 147	4 060	13 471
Immobilisations en cours	1 844	- 425	5 383	538	- 794	585	6 055
Total	115 136	-4 378	12 849	2 135	- 147	74 790	196 114

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31 déc. 05	Différence de taux sur ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements		Valeur au 31 déc. 06
Constructions	18 153	- 417	1 460		21		19 217
Installations techniques	51 802	-1 813	3 735	306	- 128		53 189
Autres immobilisations	5 611	- 38	932	887	108		5 817
Total	75 566	-2 269	6 127	1 193	0		78 222

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31 déc. 06	Différence de taux sur ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Variation de périmètre	Valeur au 31 déc. 07
Terrains			36			1 003	1 039
Constructions	19 217	- 458	1 475	184		11 764	31 814
Installations techniques	53 189	-1 821	3 290	741		14 674	68 591
Autres immobilisations	5 817	18	1 354	504	- 92	3 012	9 604
Total	78 222	-2 261	6 119	1 429	- 92	30 452	111 047

Valeur nette	36 913						85 068
---------------------	---------------	--	--	--	--	--	---------------

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des constructions, installations techniques, autres immobilisations et immobilisations en cours en location financement pour les montants suivants :

	31 déc. 07	31 déc. 06
Constructions	2	2
Installations techniques	5 818	301
Autres immobilisations	101	187
Immobilisations en cours	-	630
Total	5 920	1 120

La charge d'amortissement pour l'exercice 2007 pour ces immobilisations en location-financement est de 269 K€, contre 227 K€ en 2006.

NOTE 4 - Actifs financiers

4.1 Actifs financiers non courants

	31 déc. 07	31 déc. 06
Titres de participations comptabilisés au coût de revient	3 041	838
Dépôts et cautionnements	1 081	829
Créances rattachées à des participations	70	17
Autres titres immobilisés (1)	919	889
Prêts	180	172
Total	5 291	2 745

(1) Il s'agit de placements à long terme de la filiale américaine Flavours

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2006 :

	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET CHINA	1 210	500	710	56,75 %	2 059	76
ROBERTET INDIA	12		12	100 %	-	
ROBERTET IRAN	200	200	-	49 %	1 089	-28
AUTRES	116		116			
Total	1 537	700	838			

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2007 :

	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
Robertet China	1 210	500	710	56,75 %	2 052	86
Robertet India	12		12	100 %	-	
Robertet Iran	200	200	-	49 %		
Robertet Beijing	1 092		1 092	100 %	1 071	-
Plantes aromatiques du diois (*)	1 000		1 000	35 %	712	256
Autres	227		227			
Total	3 740	700	3 041			

Cette acquisition ayant été réalisée fin décembre 2007. La société n'a pas été intégrée dans le périmètre de consolidation de 2007. Elle sera consolidée sur l'exercice 2008

4.2 Autres actifs financiers courants

Les placements comptabilisés dans les autres actifs financiers sont des obligations de « marché à marché ». Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat, la juste valeur de ces obligations correspondant à leur valeur comptable. Ces placements sont composés d'obligations d'entreprises et d'obligations hypothécaires.

NOTE 5 - Stocks

	31 déc. 07	31 déc. 06
Matières premières	33 040	21 849
En-cours et produits finis	24 322	14 069
Marchandises	7 497	
Valeur brute	64 860	35 918
Provisions	(2 924)	(1 613)
Valeur nette	61 935	34 306

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31 déc. 07	31 déc. 06
Solde à l'ouverture de l'exercice	1 612	1 653
Augmentations	1 390	746
Reprises et utilisations	(951)	(763)
Variation du taux de change	6	(23)
Variation de périmètre	867	
Solde à la clôture de l'exercice	2 924	1 612

NOTE 6 - Créances

Ventilation des créances clients	31 déc. 07	31 déc. 06
Europe	32 508	18 750
Amérique du Nord	11 243	8 032
Amérique du Sud	4 626	4 547
Asie	12 201	4 533
Autres pays	6 569	3 405
Total créances brutes	67 147	39 267
Provisions pour dépréciation	1 982	2 174
Total créances nettes	65 165	37 093

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31 déc. 07	31 déc. 06
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 174	2 004
Augmentations	602	969
Reprises et utilisations	(1 055)	(757)
Variation du taux de change	(46)	(43)
Variation de périmètre	307	
Solde à la clôture de l'exercice	1 982	2 174

NOTE 7 - Autres actifs

	31 déc. 07	31 déc. 06
Charges constatées d'avance	3 268	2 650
Autres créances	4 868	2 358
Total autres créances et comptes de régularisation	8 136	5 008
Actifs d'impôts exigibles	2 969	492
Actifs d'impôts différés	1 927	1 693
Total	13 032	7 193

Note 8 - Provisions

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Reprise (provision non utilisée)	Variation du taux de change	Variation de périmètre	Clôture
Indemnités retraite (3)	2 819	133	578		(24)	8 013	10 364
Autres engagements envers le personnel (2)	178	103	38	-	(11)	404	636
Autres risques (1)	852	103	132	60	19	579	1 361
Risques et charges	1 030	206	170	60	8	983	1 997
Total provisions	3 849	339	748	60	(16)	8 996	12 361
Dont passifs courants	2 425						10 926
Dont passifs non courants	1 424						1 434

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail.

(3) Provisions retraite :

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

		France
Taux de croissance des salaires	2007	2 %
	2006	2 %
Taux d'actualisation	2007	5,30 %
	2006	4,50 %

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2007	2006
De 16 ans à 30 ans	15 %	15 %
De 31 ans à 41 ans	10 %	10 %
De 42 ans à 49 ans	4 %	4 %
De 50 ans à 65 ans	0,5 %	0,5 %

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2007.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

En K€	2006	2007
Coût annuel des services rendus	108	127
Frais financiers sur engagements	99	112
Gains et pertes actuariels	-119	-232
Coût de la période	88	7

NOTE 9 - Dettes financières

Analyse par catégorie de dettes	31 déc. 07	31 déc. 06
Emprunts à long et moyen terme	39 515	7 994
Emprunts location financement	3 492	1 209
Concours bancaires courants	9 659	3 559
Autres dettes financières (1)	22 961	-
Comptes-courants d'associés	2 181	2 701
TOTAL	77 808	15 463

(1) Ces dettes intègrent l'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot à hauteur de 22 500 K€.

Analyse par échéances de remboursement	31 déc. 07	31 déc. 06
À moins d'un an (1)	20 588	8 990
À plus d'un an et moins de cinq ans	54 376	6 473
À plus de cinq ans	2 844	-
TOTAL	77 808	15 463
dont en Euros	69 087	8 113
dont en USD	8 425	7 185
Autres devises	296	165

(1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

En K€	31 déc. 07	31 déc. 06
Part à moins d'un an des emprunts	7 294	2 434
Part à moins d'un an des dettes financières diverses	2 625	2 701
Part à moins d'un an des emprunts location financement	1 009	296
Découverts bancaires	9 659	3 559
TOTAL	20 588	8 990

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

En K€	31 déc. 07	31 déc. 06
Emprunts à taux fixe	32 279	497
Emprunts à taux variable	7 235	7 497
TOTAL	39 515	7 994

Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2007 :

Entité du Groupe	BANQUE	Capital restant dû au 31/12/07 en K€	Année du dernier remboursement	Taux d'intérêt	Devise
ROBERTET GRASSE	Palatine	15 164	2014	4,39 %	EUR
	Caisse d'Épargne	3 476	2014	4,05 %	EUR
	Caisse d'Épargne	3 466	2014	3,44 %	EUR
	Caisse d'Épargne	6 946	2014	4,19 %	EUR
	Société Générale	566	2010	Libor USD 3M +0,25 %	USD
	Société Générale	1 571	2010	4,14 %	EUR
	Crédit Lyonnais	450	2008	4,40 %	EUR
ROBERTET FLAVORS	BNP	2 445	2011	Libor USD 3M +0,6 %	USD
GROUPE CHARABOT	Crédit Lyonnais	2 973	2011	Euribor 3M +0,55 %	EUR
	Caisse d'Épargne	750	2013	Codevi +0,6 %	EUR
	Société Générale	631	2010	3,95 %	EUR
	Caisse d'Épargne	404	2015	Codevi +0,6 %	EUR
AUTRES		673			
TOTAL		39 515			

Il n'existe aucune sûreté réelle accordée en garantie des emprunts.

NOTE 10 - Autres passifs courants

Analyse par catégorie de dettes	31 déc. 07	31 déc. 06
Dettes fiscales et sociales	13 464	9 940
Autres dettes	6 571	6 283
Produits constatés d'avance	366	62
	20 401	16 285

NOTE 11 - Instruments financiers dérivés

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

(En milliers d'euros)	31 déc. 07		31 déc. 06	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	6 454	6 671		

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs.

NOTE 12 - Informations sectorielles

	31 déc. 07			
	TOTAL	Europe	États-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidés	241 140	93 787	91 962	55 390
Résultat d'exploitation	24 960	10 027	13 509	1 424
Résultat net global	18 829	8 279	9 387	1 163
Résultat part du groupe	18 775	8 249 ⁽¹⁾	9 366	1 161
Résultat hors groupe	54	30	21	2
Écarts d'acquisition	15 719	18	15 701	
Immobilisations incorporelles	464	216	204	44
Immobilisations corporelles	85 068	60 702	20 634	3 732
Acquisitions d'immobilisations	13 125	6 069	6 441	616
Dotations amortissements	5 810	4 031	1 273	507
Passifs courants et non courants	140 188	127 540	8 418	4 231
Actifs courants	169 072	111 282	40 714	17 077

(1) Dont Badwill: +3 870 K€

	31 déc. 06			
	TOTAL	Europe	États-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidés	221 127	84 601	89 250	47 275
Résultat d'exploitation	24 578	12 824	11 295	459
Résultat net global	14 235	8 219	6 174	-157
Résultat part du groupe	14 187	8 171	6 174	-157
Résultat hors groupe	48	48	-	-
Écarts d'acquisition	15 701		15 701	
Immobilisations incorporelles	574	566	-	8
Immobilisations corporelles	36 913	18 982	14 149	3 782
Acquisitions d'immobilisations	8 114	4 997	2 565	552
Dotations amortissements	6 399	3 999	1 816	585
Passifs courants et non courants	53 848	39 789	9 519	4 540
Actifs courants	124 222	74 813	38 093	11 316

Analyse par secteurs d'activité

en Keuros	Chiffres d'affaires au 31 déc. 07	Chiffres d'affaires au 31 déc. 06	Résultat opérationnel au 31 déc. 07	Résultat opérationnel au 31 déc. 06	Immobilisations Corporelles au 31 déc. 07	Immobilisations Corporelles au 31 déc. 06
Matières Premières	44 946	31 717	4 905	2 234	32 667	6 417
Parfumerie	82 545	71 732	5 658	5 523	25 479	8 364
Arômes	113 649	117 678	14 397	16 821	26 922	22 132
TOTAUX	241 140	221 127	24 960	24 578	85 068	36 913

NOTE 13 - Dotations aux amortissements et provisions

	31 déc. 07	31 déc. 06
Amortissements sur immobilisations	5 810	6 399
Dotations et reprises sur provisions	(201)	(2 364)
TOTAL	5 609	4 035

NOTE 14 - Résultat financier

	31 déc. 07	31 déc. 06
Intérêts d'emprunts et charges assimilées	(2 027)	(1 876)
Produits de valeurs mobilières	1 716	1 284
Coût financier net	(311)	(592)
(Dotations) / Reprises financières	0	(178)
Pertes de change	(1 028)	(217)
Gains de change	989	531
Autres	(3)	277
Autres produits et charges financières	(42)	412
TOTAL	(354)	(180)

NOTE 15 - Impôts

	31 déc. 07		31 déc. 06	
	Résultat Net avant Impôts	(Charges)/Produits d'Impôts Nets	Résultat Net avant Impôts	(Charges)/Produits d'Impôts Nets
Société française du Groupe	9 976	(2 192)	9 627	(3 222)
Autres sociétés du Groupe	17 177	(6 131)	13 925	(6 096)
TOTAL	27 153	(8 323)	23 552	(9 317)
Impôt courant		(9 037)	(9 543)	
Impôt différé net		713	225	
IMPÔTS		(8 323)	(9 317)	

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

Impôt différé Actif	1 927	1 693	233
Impôt différé Passif	(2 798)	(1 912)	(886)
Impôt différé Net	(872)	(219)	(653)

	31 déc. 07	31 déc. 06
Impôts différés nets au 1 ^{er} janvier actifs/ (passifs)	(219)	(409)
Constatés en capitaux propres	66	-
(Charge) produit	713	225
Écarts de conversion	(153)	(35)
Variation de périmètre	(1 279)	
Total	(872)	(219)
Dont impôts différés passifs	(2 798)	(1 912)
Dont impôts différés actifs	1 927	1 693

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable en France et la charge d'impôt effective se présentent comme suit :

	31 déc. 07	31 déc. 06
Résultat net avant impôts	27 153	23 552
Taux d'impôt courant en France	34,43 %	34,43 %
(Charges) / Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France	(9 349)	(8 109)
- Impact des différences permanentes	1 756	(1 049)
- Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers	(738)	63
- Impact des déficits fiscaux	(51)	(400)
- Impact des crédits d'impôts	58	179
(Charges) / produits d'impôts nets	(8 323)	(9 317)
Taux effectif d'impôt du groupe en %	30,65 %	39,56 %

Le taux d'imposition français est constitué du taux normal d'impôt sur les sociétés (33.33 %), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2007, qui portent le taux global d'imposition des bénéfices à 34.43 % (comme en 2006).

À noter que le Groupe n'a pas activé d'impôt différé concernant les filiales suivantes dans la mesure où il existe un risque de non recouvrabilité :

1) Filiale Brésilienne :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 429 K€, soit 1 117 Kréal
- impôt différé non activé sur les différences temporaires : 163 K€, soit 425 Kréal

2) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales de l'entité Arco : 1 226 K€

3) Manuta :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 769 K€

NOTE 16 - Engagements

16-1 Engagements donnés

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

	31 déc. 07	31 déc. 06
Cautions envers le trésor	228	8
Autres engagements	1 381	11
TOTAL	1 609	19

16-2 Litiges

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

NOTE 17 - Valeurs mobilières de placements

Les valeurs mobilières de placements sont composées de SICAV monétaires et autres produits de placements à court terme.

	31-déc-06	Acquisitions	Cessions	Var. périmètre	Diff. de taux	31 déc. 07
Sicav monétaires	12 240	13 708	25 944	244		249
Autres	7 443	20 039	21 618		- 219	5 645
TOTAL	19 683	33 747	47 562	244	- 219	5 893

Inventaire des valeurs mobilières et autres actifs financiers courants :

	31 déc. 07	31 déc. 06
SICAV /OPCVM:	249	12 240
CCF Sélection Sécurité		754
BNP Mone Placements		4 400
Société Générale Trésorerie Plus		401
Société Générale SGAM AI		1 630
Natexis Sécurité Jour		3 055
CMU GEST 365C		1 999
Autres OPCVM (Manuta)	249	
Robertet Flavors :	6 979	4 915
Panhandle TX HEA	1 359	1 519
NY State Dorm Auth	1 155	
Wachovia Bank Euro CD	170	
Missouri Ed Auth	679	759
SLM Student Loan	3 567	2 278
Federal Home Loan Bank	49	359
FCP	-	2 063
Robertet Grasse		2 063
Autres placements à terme :	5 644	5 380
Robertet Argentina	683	719
Robertet Espagne	1 201	1 200
Robertet Grasse	2 500	
Robertet Savoury		2 150
Robertet Suisse	181	
Robertet Mexico	1 072	1 308
Autres	7	3
TOTAL GÉNÉRAL	12 872	24 598

NOTE 18 - Effectifs du groupe

	31 déc. 07	31 déc. 06
Cadres	384	268
Employés	675	480
Production	430	349
TOTAL	1 489	1 097

NOTE 19 - Composition du capital social

Le capital social est composé au 31 décembre 2007 de 2 066 989 actions d'une valeur nominale de 2,50 euros, entièrement libérées, et de 149 456 certificats d'investissements, contre 2 079 596 et 149 456 respectivement en 2006.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2007 : 1 113 548).

Au 31 décembre 2007, le Groupe familial détient 50 % du capital représentant 61 % des droits de vote.

Le capital potentiel théorique de Robertet s'élèverait à 5 706 milliers d'euros correspondant à 2 132 789 actions et 149 456 certificats d'investissements en cas d'exercice des options de souscription et de l'attribution gratuite définitive d'actions.

Au 31 décembre 2007, Robertet détient 700 de ses propres actions, soit 0.03 % du capital social, contre 19 485 actions (0.35 %) au 31 décembre 2006. Il a été procédé, en décembre 2007, par décision du Directoire, à l'annulation de 18 607 titres qui avaient été rachetés par la société en 2006.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 2 euros par action.

Options de souscription

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2006	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2007
08/10/00	08/10/10	60,00	15 000		3 500	11 500
11/09/01	11/09/11	66,00	16 500			16 500
11/09/02	11/09/12	82,00	9 300			9 300
11/09/03	11/09/13	87,50	12 000		2 500	9 500
11/09/04	11/09/14	101,19	9 000			9 000
	TOTAL		61 800		6 000	55 800

Il a été exercé sur l'exercice 6 000 stock-options qui ont contribué à une augmentation de capital de 429 K€.

Le nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2007 au titre des stocks options s'élève à 55 800 actions. Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2007 s'élève à 84,45 euros.

Options d'achat

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2006	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2007
31/10/99	31/10/07	34,53	203		203	
31/10/00	31/10/08	58,75	120		120	
31/10/02	31/10/10	78,10	800		100	700
TOTAL			1 123		423	700

Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2007 s'élève à 78,10 euros.

Attributions d'actions gratuites

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2006	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2007
08/09/05	08/09/07		3 250			3 250
20/04/06	20/04/08		3 250			3 250
19/04/07	19/04/09			3 500		3 500
TOTAL			6 500	3 500		10 000

Seuls les plans émis à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

La juste valeur des actions gratuites s'élève à 122,93 euros par action. Une charge de 506 milliers d'euros a été enregistrée sur l'exercice 2007 (318 Keuros en 2006). La charge relative à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur deux ans à partir de la date d'octroi.

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

NOTE 20 - Calcul du résultat par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices clos en 2007 et 2006 est présenté ci-dessous :

(a) Résultat de base	31 déc. 07	31 déc. 06
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	18 775	14 187
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 231	2 218
Résultat net de base par action (en euros)	8,41	6,40

(b) Résultat dilué	31 déc. 07	31 déc. 06
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	18 775	14 187
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 231	2 218
Options sur actions (en milliers)	22	22
Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué	2 253	2 240
Résultat net dilué par action (en euros)	8,33	6,33

NOTE 21 - Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2007 et la date du conseil d'administration ayant arrêté ces comptes, le 29 avril 2008.

NOTE 22 - Entreprises liées

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des ventes de matières premières de la maison mère à ces dernières. Ces ventes s'élèvent à 1 286 Keuros pour l'exercice 2007.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance. Les rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant.

NOTE 23 - Rémunération des dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés aux membres du Conseil de Surveillance et au Directoire, comptabilisé en charge sur l'exercice 2007 et 2006, s'établit comme suit :

	2007	2006
Rémunération du Directoire	1 183 521	910 451
Rémunération du Conseil de Surveillance	191 752	180 854
TOTAL	1 375 273	1 091 305

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable, hors charges sociales patronales.

NOTE 24 - Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement représentent pour l'année 2007 comme pour l'année 2006 environ 8 % du chiffre d'affaires consolidé.

NOTE 25 - Liste des filiales consolidées

Entités	PAYS	% de détention	Méthode de consolidation
Robertet GMBH	Allemagne	100 %	Intégration globale
Robertet Argentina	Argentine	100 %	
Robertet Do Brasil	Brésil	100 %	
Robertet Espana	Espagne	100 %	
Robertet Inc	États-Unis	100 %	
Robertet Flavors Inc	États-Unis	100 %	
Robertet Fragrances Inc	États-Unis	100 %	
Robertet Italia	Italie	100 %	
Robertet Hiyoki	Japon	100 %	
Robertet de Mexico	Mexique	100 %	
Robertet UK	Royaume-Uni	93,80 %	
Robertet et Cie SA	Suisse	100 %	
Robertet Turkey	Turquie	100 %	
Robertet South Africa Aromatics	Afrique du Sud	100 %	
Robertet Savoury	Belgique	100 %	
Charabot	France	99,76 %	
Manuta	Monaco	100 %	

NOTE 26 - Compte de résultat pro-forma

En milliers d'euros	Comptes consolidés 31 déc. 07	Consolidation sous Groupe CHARABOT 1 ^{er} janvier au 30 sept. 2007	Frais Financiers sur la trésorerie mobilisée pour le financement de l'acquisition	Données financières PROFORMA 31 déc. 07
Produits des activités ordinaires	241 140	59 247	-	300 387
Autres produits opérationnels	(32)	1 094		1 062
Achats consommés	(101 151)	(29 511)		(130 661)
Charges externes	(43 621)	(10 886)		(54 508)
Charges de personnel	(61 179)	(15 233)		(76 412)
Impôts et taxes	(5 767)	(1 428)		(7 196)
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	(5 678)	(402)		(6 080)
Autres charges et produits opérationnels	(124)	35		(88)
Résultat opérationnel courant	23 589	2 916		26 504
Produit sur opération en capital	3 870			3 870
Cessions d'actifs	47	34		81
Résultat opérationnel	27 506	2 949		30 456
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie	1 716	4		1 720
Coût de l'endettement financier brut	(2 027)	(487)	(1 212)	(3 726)
Coût financier net	(311)	(483)	(1 212)	(2 006)
Autres produits et charges financiers	(42)	(14)		(57)
Résultat avant impôt	27 152	2 452	(1 212)	28 393
Impôts courants et différés	(8 323)	(366)	417	(8 271)
Résultat net	18 829	2 087	(795)	20 122
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires	54	(78)		(24)
Résultat net (part du groupe)	18 775	2 165	(795)	20 145



Comptes Sociaux

EXERCICE clos le
31 décembre 2007

Compte de résultat

(en milliers d'Euros)	Note	31 déc. 07	31 déc. 06
Chiffre d'affaires	2.13	99 798	98 406
Production stockée		543	-39
Autres produits d'exploitation		814	821
Total des produits d'exploitation		101 156	99 189
Achats		-41 756	-37 600
Variation des stocks		2 645	40
Charges externes		-19 700	-19 223
Valeur ajoutée		42 346	42 407
Charges de personnel		-27 308	-25 825
Impôts et taxes		-2 751	-2 759
Excédent brut d'exploitation		12 288	13 823
Dotations aux amortissements		-2 715	-2 729
Dotations aux provisions et reprises		-184	69
Résultat d'exploitation		9 389	11 164
Charges et produits financiers	2.14	-505	-753
Résultat courant avant impôt		8 884	10 410
Charges et produits exceptionnels	2.15	-69	476
Impôt sur les bénéfices	2.17	-2 442	-3 627
Résultat net avant participation		6 373	7 260
Participation		-647	-1 100
Bénéfice net		5 727	6 160

Bilan

Actif (en milliers d'Euros)	Note	31 déc. 07	31 déc. 06
Immobilisations incorporelles	2.1		553
Immobilisations corporelles	2.1 Et 2.2	12 939	12 836
Immobilisations financières	2.3	64 846	32 362
Total actif immobilise		77 785	45 751
Stocks	2.4	22 004	19 357
Clients et comptes rattachés	2.5 Et 2.8	27 212	23 017
Créances diverses		3 223	1 475
Valeurs mobilières de placement	2.19	2 555	14 373
Disponibilités		3 559	5 071
Comptes de régularisation	2.6	1 443	1 322
Total actif circulant		59 994	64 616
Total actif		137 779	110 367

Passif	Note	31 déc. 07	31 déc. 06
Capital	2.20	5 541	5 573
Réserves		56 778	56 543
Résultat de l'exercice		5 727	6 160
Provisions réglementées	2.8	7 741	7 624
Total capitaux propres	2.7	75 787	75 900
Provisions pour risques & charges	2.8	2 635	2 535
Dettes financières	2.9	39 892	12 296
Dettes d'exploitation	2.10	19 466	19 636
Total passif		137 779	110 367

Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31 déc. 07	31 déc. 06
Bénéfice net	5 727	6 160
Amortissements des immobilisations corporelles	2 715	2 729
Dotations nettes aux provisions	218	-386
(Plus)/moins-value sur cessions actifs	-49	52
Marge brute d'autofinancement	8 610	8 555
Variation des stocks	-2 647	-20
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	-6 063	-178
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	-171	1 332
Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice	-8 880	1 135
Trésorerie provenant de l'exploitation	-270	9 690
Investissements industriels	-2 844	-2 604
Autres mouvements sur actifs financiers	-34 120	-5 478
Cessions et réalisation d'actifs	76	142
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	-36 888	-7 940
Levée de souscription d'action	430	401
Dividendes versés	-4 198	-4 000
Souscription d'emprunts	31 000	42
Remboursements d'emprunts	-3 705	-2 130
Variation nette des autres dettes financières	-466	-311
Trésorerie provenant des opérations de financement	23 061	-5 997
Variation globale de la trésorerie	-14 098	-4 247
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 ^{er} janvier	15 890	20 137
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre	1 792	15 890

Situation de trésorerie	31 déc. 07	31 déc. 06
Valeurs mobilières de placement	2 555	14 373
Disponibilités	3 559	5 071
Concours bancaires	- 4 321	-3 555
NET	1 792	15 890

Situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible

(en milliers d'euros)	31 déc. 07	31 déc. 06
Actif réalisable et disponible		
Créances clients et comptes rattachés	27 212	23 017
Autres créances	3 223	1 475
Valeurs mobilières de placement	2 555	14 373
Disponibilités	3 559	5 071
Comptes de régularisation actifs	1 443	1 322
Total	37 990	45 259
Passif exigible		
Emprunts et dettes financières divers	7 555	4 321
Concours bancaires	4 321	3 555
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 885	11 833
Dettes fiscales et sociales	6 415	7 721
Total	31 176	27 431
Actif réalisable - Passif exigible	6 815	17 828

NOTE 1 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. Principes

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable).

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions	20 ans (*)
- Matériel de transport	4 et 5 ans
- Agencements, installations	5 et 8 ans
- Installations techniques	5 ans
- Matériels de bureau	5 ans

(*) : 8 ans pour les constructions légères

L'entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, l'entreprise procède à l'examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d'utilisation prévues par l'entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l'entreprise dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des différents critères, dont la valeur de marché, les perspectives de rentabilité et les capitaux propres réévalués.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ou à la valeur de marché si celle-ci se révèle inférieure.

G. Instruments de change

Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier lorsque la transaction est dénouée.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la juste valeur de l'instrument financier à cette date.

H. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1^{er} avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont amortis au compte de résultat à partir des exercices suivant leur constatation pour la partie excédant un corridor fixé à 10 % du montant des obligations, sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires (méthode dite du « corridor »).

L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le poste « charges et produits financiers ».

2.1 Mouvements sur immobilisations

(En milliers d'euros)	31 déc. 06	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions	31 déc. 07
Immobilisations incorporelles	553	- 553			
Terrains	2 168				2 168
Constructions	19 593		705		20 298
Installations techniques	29 669		1 407	23	31 052
Autres immobilisations	5 796		733	286	6 243
Totaux	57 779	- 553	2 844	309	59 762

2.2 Mouvements sur amortissements

(En milliers d'euros)	31 déc. 06	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions	31 déc. 07
Constructions	13 406		893		14 299
Installations techniques	26 396		1 266	22	27 640
Autres immobilisations	4 588		555	259	4 884
Totaux	44 390		2 715	282	46 823

2.3 Immobilisations financières

	Valeur brute	Provisions	Valeur nette 2007	Valeur nette 2006
Participations	64 137	2 734	61 403	26 840
Créances rattachées à des participations	3 707	418	3 289	3 180
Autres immobilisations financières	154		154	2 342
Total	67 998	3 152	64 846	32 362

	Valeur brute 31 déc. 06	Autres mouvements	Acquisitions	Cessions	Valeur brute 31 déc. 07
Participations	29 282	1 312	33 542		64 137
Créances rattachées à des participations	3 598	- 948	1 068	11	3 707
Autres immobilisations financières	2 342	- 2 188	4	4	154
Total	35 222	- 1 824	34 614	15	67 998

2.4 Stocks

Désignation	Méthode de valorisation	2007	2006
Matières premières	Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur	12 988	10 342
Provision / Matières premières		- 697	- 521
En-cours et produits finis	Coût de production	10 696	10 152
Provision / Produits finis		- 982	- 616
Total		22 004	19 357

2.5 Créances

Toutes les créances sont à moins d'un an.

2.6 Comptes de régularisation

	2007	2006
Charges constatées d'avance	1 235	1 250
Achats	1 066	1 003
Frais généraux	169	247
Écart de conversion actif	207	73
Emprunts	207	73
Total compte de régularisation actif	1 443	1 323
Écart de conversion passif	166	82
Autres dettes financières	18	14
Emprunts	148	68
Total compte de régularisation actif	166	82

2.7 Variations des capitaux propres

	Actions	Gi	Capital	Primes d'émission	Réserves	Provisions Réglementées	Capitaux Propres
Situation au 31 décembre 2005	2 073 896	149 456	5 558	9 628	50 528	8 153	73 867
Dividendes versés					- 4 000		- 4 000
Exercice de stock-options	5 700		14	387			401
Variation des provisions réglementées						- 529	- 529
Résultat de l'exercice					6 160		6 160
Situation au 31 décembre 2006	2 079 596	149 456	5 573	10 015	52 688	7 624	75 900
Dividendes versés					- 4 198		- 4 198
Exercice de stock-options	6 000		15	414			429
Réduction de capital	- 18 607		- 47	- 2 141			- 2 187
Variation des provisions réglementées						117	117
Résultat de l'exercice					5 727		5 727
Situation au 31 décembre 2007	2 066 989	149 456	5 541	8 288	54 217	7 741	75 787

2.8 État des provisions

	Provisions au 31 déc. 06	Dotations	Utilisations	Reprise (provision non utilisée)	Provisions au 31 déc. 07
Provisions réglementées	7 624	1 750	1 633		7 741
Provision pour hausse des prix (1)	6 127	1 289	1 284		6 132
Amortissements dérogatoires	1 258	323	349		1 232
Provision pour investissement	240	138			378
Provisions pour risques et charges	2 535	161		60	2 635
Provision retraites (2)	2 247	25			2 272
Provision médailles du travail	135				136
Provision écart de conversion actif	73	135			207
Provision pour risque divers	80			60	20
Provision sur actif circulant	2 301	724	177	328	2 520
Clients	1 164	182	177	328	841
Stocks	1 137	542			1 679

(1) Dont part à moins d'un an : 672 Keuros

L'impact net des dotations, utilisations et reprises s'élève à 435 milliers d'euros et se ventile ainsi :

	2007
Résultat d'exploitation	184
Résultat financier	135
Résultat exceptionnel	117
Total	435

(2) Pour les provisions retraites :

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnités de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	2007	2006
Taux de croissance des salaires	2 %	2 %
Taux d'actualisation	5,30 %	4,50 %

Taux de rotation du personnel	2007	2006
De 16 ans à 30 ans	15 %	15 %
De 31 ans à 41 ans	10 %	10 %
De 42 ans à 49 ans	4 %	4 %
De 50 ans à 65 ans	0.5 %	0.5 %

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2007.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

En K€	2007	2006
Coût annuel des services rendus	111	108
Frais financiers sur engagements	99	99
Gains et Pertes Actuariels	-184	-119
Coût de la période	25	88

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

En K€	2007	2006
Engagement à l'ouverture	2 247	2 158
Coût de la période	25	88
Engagement à la clôture	2 272	2 247

2.9 Dettes financières

Analyse par catégorie de dettes	2007	2006
Emprunts à long et moyen terme	31 789	4 436
Concours bancaires courants	4 321	3 555
Autres dettes financières (1)	3 782	4 306
TOTAL	39 892	12 296

(1) Il s'agit principalement des comptes-courants d'associés.

Analyse par échéances de remboursement	2007	2006
À moins d'un an	11 876	7 876
À plus d'un an et moins de cinq ans	25 486	4 420
À plus de cinq ans	2 530	
TOTAL	39 892	12 296

Analyse des mouvements sur emprunts	2007	2006
Souscription d'emprunt sur l'exercice	31 058	42
Remboursement d'emprunts sur l'exercice	-3 705	-2 130
VARIATION NETTE	27 353	-2 088

Analyse des dettes financières par devise	2007	2006
Dettes financières libellées en Euros	36 271	7 828
Dettes financières libellées en USD	3 469	4 313
Dettes financières libellées en CHF	152	156
TOTAL	39 892	12 296

2.10 Dettes d'exploitation

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

	2007	2006
Fournisseurs et comptes rattachés	10 138	9 368
Personnel et comptes rattachés	3 639	3 970
Organismes sociaux	2 758	2 546
État, impôts et taxes	18	1 205
Commissions à payer	2 590	2 173
Autres charges à payer	156	293
Écart de conversion	166	82
TOTAL	19 466	19 636

2.11 Engagements donnés

	2007	2006
Consentis à l'égard des entreprises liées	2 749	3 977
Cautions envers le trésor	8	8
Autres cautions	19	11
Engagements liés au titre des contrats de crédit-bail (loyers restants à payer)	255	383
TOTAL	3 031	4 379

2.12 Sûretés réelles données

Néant.

2.13 Ventilation du chiffre d'affaires par zones géographiques et par secteurs d'activité

Par zones géographiques	2007	2006
Europe	63 561	64 401
Amérique du Nord	8 344	7 030
Amérique du Sud	6 506	7 221
Asie	12 319	11 512
Autres Pays	9 068	8 242
TOTAL	99 798	98 406

Par secteurs d'activité	2007	2006
Matières Premières	28 261	25 759
Compositions pour la Parfumerie	38 085	36 551
Arômes Alimentaires	33 452	36 096
TOTAL	99 798	98 406

2.14 Résultat financier

	2007	2006
Dividendes	959	500
Intérêts sur dettes financières	-1 234	-532
Intérêts sur placements financiers	484	524
Escomptes accordés et reçus	-67	-117
Pertes de change	-73	260
Frais de banque, charges et produits financiers divers	-147	-196
Dotation/ Reprise provision financière	-426	-1 191
TOTAL	-505	-753

2.15 Résultat exceptionnel

	2007	2006
Dotations et reprises aux provisions réglementées	-117	529
Charges et produits divers	49	-52
TOTAL	-69	476

2.16 Situation fiscale latente

	2007	2006
Impôt latent à payer sur provisions réglementées	2 665	2 625
Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite	1 005	1 152
Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité	55	54

2.17 Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant :	8 884	2 832	6 052
Exceptionnel :	- 69	-23	-46
Participation :	-647	-366	-280
TOTAL		2 442	5 727

2.18 Effectif mensuel moyen

	2007	2006
Cadres	123	125
Maîtrise	109	108
Employés	136	140
Ouvriers	138	143
	506	516

Droits individuels à la formation :

Le volume d'heures acquis par les salariés au titre du droit individuel à la formation s'élève à 23 182,5 heures.

2.19 Valeurs mobilières de placements

Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV monétaires, des dépôts à terme et des actions propres acquises dans le cadre du plan d'achat de stock-options.

	31 déc. 06	Acquisitions	Cessions	31 déc. 07
Actions Propres (1)	69		14	55
SICAV monétaires	12 240	13 704	25 944	
Dépôts à terme		8 500	6 000	2 500
FCP	2 064		2 064	
TOTAL	14 373	22 204	31 958	2 555

(1) Le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2007 s'élève à 700 contre 1 003 au 31 décembre 2006.

SICAV

	31 déc. 06	Acquisitions	Cessions	31 déc. 07
Valeur nominale	12 240	13 704	25 944	0
Valeur de marché	12 308			0

Options de souscription

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31 déc. 06	Attribution	Levée	Nombre au 31 déc. 07
08/10/00	08/10/10	60,00	15 000		3 500	11 500
11/09/01	11/09/11	66,00	16 500			16 500
11/09/02	11/09/12	82,00	9 300			9 300
11/09/03	11/09/13	87,50	12 000		2 500	9 500
11/09/04	11/09/14	101,19	9 000			9 000
TOTAL			61 800		6 000	55 800

Il a été exercé sur l'exercice 6 000 stocks options qui ont contribué à une augmentation de capital de 429 K€.

Options d'achat

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31 déc. 06	Attribution	Levée	Nombre au 31 déc. 07
31/10/99	31/10/07	34,53	203		203	
31/10/00	31/10/08	58,75	120		120	
31/10/02	31/10/10	78,10	800		100	700
TOTAL			1 123		423	700

Attributions actions gratuites

Date d'octroi	Date limite	Nombre au 31 déc. 06	Attribution	Levée	Nombre au 31 déc. 07
08/09/05	08/09/07	3 250			3 250
20/04/06	20/04/08	3 250			3 250
19/04/07	19/04/09		3 500		3 500

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

2.20 Composition du capital social

Le capital est composé de 2 066 989 actions et de 149 456 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,50 €.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.

2.20 Charges à payer

	2007	2006
Fournisseurs et Comptes Rattachés	1 054	994
Dettes fiscales et sociales	3 103	3 292
TOTAL	4 156	4 286

2.22 Produits à recevoir

	2007	2006
Dividendes	128	387
Autres produits financiers	12	4
Avoirs	12	35
Royalties	163	243
Différence sur prix d'acquisition de titres	194	
TOTAL	509	669

2.23 Éléments concernant les entreprises liées

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Participations	61 337	66
Créances rattachées à des participations	3 289	-
Créances clients et comptes rattachées	4 452	
Emprunts et dettes financières diverses	1 670	
Avances fournisseurs	760	
Dettes fournisseurs	209	
Produits à recevoir	292	
Autres dettes	104	
Produits de participation	959	
Autres produits financiers	16	
Charges financières	72	

2.24 Instruments financiers dérivés

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

(En milliers d'euros)	31 déc. 07		31 déc. 06	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	6 454	6 671		

2. 25 Rémunération des dirigeants

La rémunération allouée aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance pour l'exercice 2007 s'élève à 1 375 273 euros pour 1 091 305 euros en 2006.

2.26 Filiales et participations

	Valeur d'inventaire des titres			Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Capital (1)	Réserves et report à nouveau (1)	% détenu	Dividendes reçus (2)	Résultat du dernier exercice (2)
	brut	provision	net							
Robertet GMBH	542	542		118		26	47	100,00		20
Robertet Argentina	177		177			404	897	100,00	232	328
Robertet do Brasil	2 432	1 492	940			2 726	- 1 469	100,00		- 317
Robertet Espana	162		162			60	2 183	100,00	447	234
Robertet Inc	462		462			6	8 167	100,00		1 410
Robertet Flavors Inc	6 445		6 445		2 445	784	25 834	100,00		8 038
Robertet Fragrances Inc	12 974		12 974			1 744	4 553	89,97		- 211
Robertet Italia	70		70			26	- 8	100,00		1
Robertet Japon	199		199		303	592	128	100,00		169
Robertet de Mexico	139		139			106	5 488	100,00	128	598
Robertet UK	392		392	2 045		138	923	93,80		343
Robertet et Cie SA	38		38			64	1 900	100,00	151	119
Robertet Turquie	976		976			3	786	100,00		72
Robertet South Africa Aromatics	460		460			290	222	100,00		- 161
Robertet Savoury	3 500		3 500			3 125	3 371	100,00		56
Robertet China	1 210	500	710			1 721	248	56,75		84
Robertet India	12		12					100,00		
Robertet Iran	200	200		300		577	513	49,00		
IS Finances SAS	50		50							
Robertet Beijing	1 092		1 092			1 071		100,00		
Groupe Charabot	16 520		16 520			6 100	37 752	34,92		2 512
Manuta (3)	15 019		15 019	1 005		300	9 334	100,00		- 183
Sarl Serei No Nengone	1		1							
Plantes Aromatiques du Diois	1 000		1 000			76	380	35,00		256
Sous Total	64 071	2 734	61 337	3 468	2 749					
Autres	66		66							
Total	64 136	2 734	61 403	3 468	2 749					

(1): Montant en devise converti au taux de clôture

(2): Montant en devise converti au taux moyen annuel

(3): La société Manuta détient 14,95 % de Charabot SA et 38,5 % de Charabot participations

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	2003	2004	2005	2006	2007
Situation financière En fin d'exercice					
Capital social	5 345	5 460	5 558	5 573	5 541
Nombre d'actions	1 988 376	2 034 588	2 073 896	2 079 596	2 066 989
Nombre de certificats d'investissement	149 456	149 456	149 456	149 456	149 456
Valeur nominale des titres	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
Résultat global Des opérations					
Chiffre d'affaires hors taxes	100 261	95 016	92 934	98 406	99 798
Bénéfice avant impôt, Dotation aux amortissements et provisions	18 211	14 558	13 437	15 309	13 809
Impôt sur les bénéfices	3 897	2 953	2 707	3 627	2 442
Bénéfice après impôt, Dotation aux amortissements et provisions	6 892	6 678	5 550	6 160	5 727
Montant des bénéfices distribués	3 634	3 775	4 000	4 200	4 433
Résultat des opérations Réduit à un seul titre					
Bénéfice après impôt, Mais avant dotation aux amortissements et provisions	6,70	5,31	4,83	5,24	5,13
Bénéfice après impôt, Dotation aux amortissements et provisions	3,22	3,06	2,50	2,76	2,58
Dividende versé à chaque titre	1,70	1,70	1,80	1,90	2,00
Personnel					
Nombre de salariés	505	518	505	511	493
Montant de la masse salariale	15 600	16 368	16 463	16 768	17 231
Montant versé au titre des avantages sociaux (S.S., œuvres sociales, etc.)	6 939	7 243	7 573	7 781	8 442

